

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70004 BOURGES CEDEX

Bourges, le 15/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES DES GRANDS USAGES SNC

Les Grands Usages
18570 LE SUBDRAY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement CARRIERES DES GRANDS USAGES SNC implanté Les Grands Usages 18570 LE SUBDRAY. L'inspection a été annoncée le 04/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DES GRANDS USAGES SNC
- Les Grands Usages 18570 LE SUBDRAY
- Code AIOT dans GUN : 0010002477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière des Grands Usages a été autorisée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral du 12 février 2004 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-060 du 10 avril 2014. La production moyenne autorisée est de 250 000 tonnes/an avec une production maximale autorisée est de 450 000 tonnes/an. La superficie autorisée est de 57 ha 34 a 82 ca pour une surface exploitable de 25 ha 25 a 21 ca.

L'extraction étant terminée depuis plusieurs années sur une partie du site, l'exploitant a donc décidé d'abandonner une partie de l'emprise de la carrière, les parcelles cadastrées section A n° 35pp, 590pp et 592pp pour partie (superficie de 3ha 59a 60ca abandonnée sur une superficie totale de la carrière de 57ha 34a 82ca) pour un retour en terrain agricole.

La SNC Carrière des Grands Usages (CAGU) a déposé le 20 mai 2019, un dossier de cessation d'activité partielle et un mémoire de remise en état d'une partie de la carrière aux lieux-dits « Les Grands Usages et les Varennes de la Ruesse » sur la commune du Subdray.

L'avis du propriétaire des terrains et celui du maire de la commune du Subdray ont été transmis à l'inspection des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation d'activité et remise en état partielle du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7	/	Sans objet
Dispositions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.1	/	Sans objet
Dispositions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.2	/	Sans objet
Dispositions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.3	/	Sans objet
Dispositions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.4	/	Sans objet
Dispositions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus. Aucune non conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état partielle
Prescription contrôlée : Art. 3.7 – Remise en état du site (Arrêté préfectoral modifié du 12/02/2004) L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. [...]. La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'enlèvement de l'ensemble des installations, et des stocks,- le talutage des fronts de taille suivant des pentes maximales de 35°, définies par le plan de remise en état (annexe 3),- le nettoyage de l'ensemble des terrains, et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitant dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. [...] La surface maximale à remettre en état ou aménager est de 57 ha 34 a 82 ca.
Constats : Pas de non respect constaté
Observations : L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite que l'exploitation sur les parcelles cadastrées section A n° 35pp, 590pp et 592pp pour partie (superficie de 3ha 59a 60ca abandonnée sur une superficie totale de la carrière de 57ha 34a 82ca) est effectivement à l'arrêt et que la remise en état de ces terrains a été effectuée conformément aux prescriptions de l'arrêté n°2004-1-103 du 12 février 2004 et de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-060 du 10 avril 2014. L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- que la partie de la carrière remise en état ne comprend aucun front de taille;- qu'une clôture de 2 m de hauteur est présente sur la périphérie de la carrière remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en l'état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature, inhérentes à l'exploitation. Le site sera libéré, en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages, et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction. Aucun dépôt ou épave ne devra subsister sur le site. La remise en état consiste en un retour des terrains à leur vocation agricole initiale, hormis pour les zones talutées et végétalisées conformément au plan figurant en annexe 3. Les travaux comprennent : <ul style="list-style-type: none">• le remblaiement au niveau du terrain naturel pour les extrémités nord-est et sud de la carrière (cote finale entre 145 m et 155 m NGF) ; [...]
Constats : Pas de non respect constaté
Observations : L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite que l'exploitation a effectivement cessé sur la partie de la carrière remise en état. Aucun déchets ni produits dangereux n'est présent sur le site. L'inspection a constaté que la remise en état des parcelles cadastrées section A n° 35pp, 590pp et 592pp pour partie a été effectuée conformément aux prescriptions de l'arrêté n°2004-1-103 du 12 février 2004 et de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-060 du 10 avril 2014. L'inspection a constaté sur le plan topographique réalisé le 24 janvier 2022 par la société "Expert Metric" (géomètre expert) transmis par l'exploitant, que le remblaiement a été effectué à la cote finale entre 148,03 et 151,07 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de circulation
Prescription contrôlée : Les aires de circulation provisoires et les aires de travail seront décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouverte de terre végétale.
Constats : Pas d'observations
Observations : Aucune aire de circulation n'était présente sur cette partie de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Remblaiement
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux souterraines. Toutes les dispositions seront prises afin de permettre la remise en culture des terrains dans des conditions similaires à celles de l'état initial. [...]. Le remblaiement des bassins de décantation s'effectuera avec des stériles et terres de découverte uniquement. [...]. L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre (maillage de 30 mètre sur 30 mètres maximum). Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...].
Constats : Pas de non respect constaté
Observations : L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite que l'exploitant tient à jour un plan de remblayage coté en plan et en altitude avec un maillage de 30 * 30 mètres. L'exploitant tient également un registre des matériaux de remblaiement entrants. L'inspection a constaté que les informations (provenance, quantités, caractéristiques des matériaux, moyens de transport) sont présentes dans le registre. Par contrôle aléatoire, l'inspection a consulté deux bordereaux de suivi: - n°9930560, 09 novembre 2017, terres et cailloux code déchets n°17 05 04, camion benne, 13,46 tonnes, société TPB du Centre St Doulchard, chantier St Doulchard; - n°9930538, 09 novembre 2017, terres et cailloux code déchets n°17 05 04, camion benne, 14,92 tonnes, société Jérôme BTP, chantier Issoudun; - n°9930856, 08 novembre 2017, terres et cailloux code déchets n°17 05 04, camion benne, 12,24 tonnes, société SNEC, chantier Bourges.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Talutage des fronts de taille
Prescription contrôlée : Les fronts de taille sont taillés ou rechargés à l'aide de stériles d'exploitation, afin de leur donner une pente d'environ 35°. Certaines sections de talus (partie sud-est de la carrière) seront aménagées de manière à présenter des gradins talutés de 5 m de hauteur et de 7,50 m de largeur, qui recouverts de stériles, recevront des plantations ligneuses et arbustives complémentaires.
Constats : Pas d'observations
Observations : Aucun front de taille n'est présent sur la partie de la carrière faisant l'objet de la remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 3.7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plantations
Prescription contrôlée : Les haies créées dans le cadre des aménagements visant à l'intégration paysagère de la carrière, et décrites au paragraphe 3.4.1 sont maintenues en fin d'exploitation.
Constats : Pas de non respect constaté
Observations : L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que les haies créées dans le cadre des aménagements visant à l'intégration paysagère de la carrière sont maintenues et existantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet